

## **Electricité dans l'UE : la question n'est plus de savoir si l'on aura un black-out mais quand ?**

En matière d'énergie, l'UE dépend pour l'essentiel des pays exportateurs de pétrole, de gaz et de charbon. Les ressources indigènes du continent sont limitées et en voie d'épuisement tandis que les populations s'opposent, contrairement aux USA, à la mise en exploitation des gaz et huiles de schiste.

Cette dépendance constitue un réel défi pour l'économie de l'UE, mais nos pays connaissent ces problèmes qui peuvent être résolus, pour l'instant par des approvisionnements venant des pays mieux pourvus en ressources primaires.

Pour l'électricité, vecteur énergétique nécessitant une transformation régionale, un déficit de production interne à l'UE ne peut absolument pas se régler par des importations lointaines et se traduira par une véritable catastrophe économique et sociale.

***Est-ce que cette question vitale pour le continent préoccupe les instances de l'UE ?***

***L'UE fait-elles de la prospective sur la consommation d'électricité et sur l'équilibre production-consommation ? Non.***

***Est-elle consciente que désormais la question ne se pose plus de savoir si le black-out électrique nous guette mais seulement à quelle date il va se produire !***

***Apparemment pas !***

***Mais alors qu'est ce qui les empêche de dormir ?***

Le marché, encore le marché, toujours le marché !

Sans réaliser qu'il ne peut y avoir un marché sans marchandises !

Les instances de l'UE ont, depuis 1996, complètement déstabilisé l'équilibre production-consommation d'électricité sur le vieux continent avec l'ouverture du marché de l'électricité à la concurrence sous la pression de la Grande Bretagne qui avait dû se résigner à le faire pour régler l'inefficience de l'électricien en monopole outre-Manche : le CEGB.

De nombreux pays avaient, avant l'adoption de cette Directive, avancé les conséquences d'une telle décision dans ce domaine si particulier. Considérés comme protectionnistes dans le grand marché européen ayant érigé en vertu théologique la libre circulation des biens et des personnes dans un continent où la concurrence libre et parfaite allait faire le bonheur des habitants, ils furent balayés par l'idéologie en vigueur.

Bien entendu, les faits sont têtus et donnent raison à ceux qui avançaient des arguments contraires à cette approche.

Le parc de production vieillit.

Les électriciens n'ont pas pu constituer les provisions capitalistiques de renouvellement. Leur marge ont fondu.

La valeur des actions qui témoigne de la confiance des investisseurs s'est effondré ce qui revient à dire qu'ils ne trouveront des capitaux ailleurs que dans leurs fonds propres qui sont hélas trop faibles.

De plus, n'ayant plus de vision sur leur marché, ils retardent tellement les décisions qu'à l'heure actuelle, il est devenu évident que les outils de production ne pourront pas satisfaire les besoins à horizon 5 ans.

***Les instances de l'UE ont-elles pris conscience de ce danger ? Sont-elles capables de faire un retour d'expérience ?***

***Comprennent-elles qu'un marché européen n'est pas possible quand chaque pays est souverain dans le choix de ses moyens de production ? Peut-on imaginer un marché où les choix ne sont plus en fonction de la rationalité des coûts marginaux et des durées d'utilisation espérées mais sont fondés sur l'idéologie ?***

***Force est de constater qu'il n'en est rien !***

Les instances de l'UE persistent dans leur idéologie du marché et si les choses ne vont pas bien, c'est seulement parce que le marché n'est pas suffisamment développé !

***Alors, ouvrons, ouvrons, ouvrons !***

Or Bruxelles est devenu un espace de lobbying forcené où le poids lourd allemand n'a personne en face de lui, la France encore moins que les autres pays avec son nucléaire honteux et l'accusation permanente de tenir fermé son marché.

Personne n'est capable d'expliquer que dans un dans marché où les choix des outils de production se font sur des critères différents, les prix ne peuvent converger qu'au détriment de ceux qui ont fait des choix rationnels et au bénéfice de ceux qui font des choix idéologiques.

L'Allemagne, dépassée par sa production délirante d'EnR aléatoire et incapable de développer des moyens de stockage à la hauteur, pousse à l'augmentation de puissance des interconnexions.

***C'est le genre de message qui plait aux oreilles de Bruxelles : pour échanger dans l'Union, encore faut-il avoir des autoroutes de l'électricité !***

De même qu'elle fait miroiter l'intérêt d'une filière hydrogène « propre » dont le rendement est dérisoire au regard des investissements qu'elle impose.

Elle incite les instances de l'UE à créer un marché de capacités de production rapide d'électricité pour le « confort » des gestionnaires de réseaux.

Il est évident qu'elle s'opposera à toute évolution de la Directive sur le marché des permis d'émission de GES qui aboutit à des prix dérisoires et donc lui évite une charge supplémentaire.

Or ce fameux modèle allemand ne peut absolument pas être une référence pour les raisons ci-après :

- La monographie énergétique est complètement faussée de 1990 à 2005 en raison des conséquences de la réunification. L'Allemagne de l'Est, comme tous les pays de l'Est, était très inefficace sur le plan énergétique. Lors de la réunification, beaucoup de ses secteurs industriels n'ont pas résisté à la compétition internationale et de nombreuses usines ont dû fermer. Les productions ont soit été reprises par les usines performantes de l'Allemagne de l'Ouest, soit par de nouvelles installations à l'Est. Puis, à partir de 2008, la monographie énergétique est affectée comme dans tous les autres pays par la crise financière puis économique.
- Les EnR ont à peine écorné la consommation totale d'énergie primaire, le taux de dépendance énergétique n'a pas varié, et elles n'ont pas fait baisser les émissions de CO<sub>2</sub>,
- Et pourtant le développement excessif des EnR intermittentes :
  - met gravement en péril la sûreté du système électrique allemand et celui des pays limitrophes,
  - pose des problèmes de stockage loin d'être résolus à ce jour, seules les stations de transfert d'énergie par pompage (STEP) étant efficaces,
  - a fait bondir les prix de l'électricité pour les ménages à un point tel que la population assujettie à ces charges commence à les trouver insupportable, opinion partagée par le ministre de l'Economie,
  - laisse apparaître un montant d'investissement de 1 000 milliards d'€ d'ici 2030, soit la moitié de la dette souveraine, montant qui inquiète le ministre de l'Environnement,
  - fait ressortir un déficit de production électrique à partir de 2020, déficit qui va aller croissant jusqu'en 2050 pour atteindre 100 TWh,
  - a fait émerger une bulle financière profitant à un lobby très puissant,

- aboutit à une perturbation du marché européen de l'énergie électrique par l'apparition de prix négatifs dissuadant les investissements d'avenir chez l'ensemble des grands électriciens de l'UE,
- n'a pas permis de conserver la production indigène de panneaux photovoltaïques,
- impose à certains pays limitrophes de placer des appareils de limitation des échanges sur les interconnexions, ce qui constitue la négation totale de leur rôle premier.

L'Espagne, qui a été séduite par les EnR, se trouve aujourd'hui dans une impasse et son gouvernement a mis fin aux dispositions artificielles de développement de ces moyens de production après avoir ruiné ses électriciens.

L'Italie voit son déficit de production électrique croître et serait en black-out permanent sans les importations en provenance des pays voisins.

La Pologne et la Tchéquie ont leur réseau électrique profondément déstabilisé par les flux d'électricité imprévisible en provenance des EnR allemands. Si bien que ces deux pays installent sur leurs interconnexions des dispositifs de protection qui sont la négation même de leur rôle premier dans la sûreté du système électrique.

***L'UE fait-elles de la prospective sur la consommation d'électricité et sur l'équilibre production-consommation ? Non.***

***Est-elle consciente que désormais la question ne se pose plus de savoir si le black-out électrique nous guette mais seulement à quelle date il va se produire !***

***Pas du tout.***

Elle est empêtrée dans ses 3 x 20, sans voir que les objectifs de réduction de gaz à effet de serre ne seront pas tenus en raison du retour en force de la production électro-charbonnière. Sans voir que l'accroissement des économies d'énergie ne sera pas au rendez-vous car les dépenses excessives dans les EnR, qui écornent à peine la consommation en énergies primaires, évincent les dépenses qu'il faudrait consentir dans les travaux d'isolation thermique. Et sans voir que l'objectif de 20 % en énergies renouvelables est une chimère !

Elle prépare tranquillement une Directive sur l'augmentation de puissance des interconnexions, une politique pour promouvoir la filière hydrogène et des sanctions contre la France qui n'ouvre pas son marché **sous-entendu qui n'augmente pas assez les prix de l'électricité pour permettre une concurrence de la part des électriciens moins performants qu'EDF !**

***La France, parlons-en !***

Elle se complait dans un débat surréaliste sur la soi-disant transition énergétique, qui n'est autre qu'un débat sur l'électricité et la place du nucléaire. Un débat où les sphères gouvernementales sont obnubilées par « l'exemple allemand » et dont elles ont confié le pilotage aux idéologues.

***Il est peut-être temps d'ouvrir les yeux.***



SYNDICAT CGT ET UFICT-CGT  
EDF-GDF MONTLUÇON-GUERET

7 rue Marcel Paul BP 1248 03104 MONTLUÇON CEDEX



tel CGT : 04.70.03.54.91

tel UFICT :04.70.03.54.92

E-mail: [cgt.energie03@wanadoo.fr](mailto:cgt.energie03@wanadoo.fr)

E-mail:

[ufict.energie03@wanadoo.fr](mailto:ufict.energie03@wanadoo.fr)

## **LA RECONSTRUCTION DU RESEAU APRES UN BLACK-OUT OU BLACK-START**

Après un black-out aujourd'hui nous nous retrouvons avec des centrales hydro-électriques opérationnelles et des unités qui ont réussi leur îlotage. Le gestionnaire du réseau va ramener de la tension extérieure sur le jeu de barres de secours des tranches îlotées, avant de réalimenter une antenne que les dispatchers vont charger au fur et à mesure que la tranche reprend de la charge.

Pour les unités qui ont échoué l'îlotage, les dispatchers doivent faire un lignage point à point entre une centrale hydro-électrique et l'unité nucléaire arrêtées. C'est une opération délicate car dans un premier temps la tension est renvoyée dans des bobinages de transformateurs qui sont à vide et l'on peut avoir des phénomènes de Ferro-résonance.

C'est la raison pour laquelle, on fait les essais une fois par an. Puis peu à peu on va charger la centrale hydro-électrique par le démarrage en charge et en court-circuit des moteurs des pompes primaires et des pompes de circulation. Ce sont des appels très lourds pour la centrale hydro-électrique. Et au final il faudra que tous les auxiliaires soient alimentés ce qui représentent selon les tranches de 35 à 50 MW.

Une fois la centrale nucléaire prête à être recouplée ce qui prend plusieurs heures, les dispatchers vont encore constituer une antenne de consommation à puissance progressive. Quand plusieurs antennes sont reconstituées, il n'y a aucune chance pour qu'elles soient en phase. Arrive donc le moment délicat vu du GRT de coupler les antennes entre elles pour remailler le réseau.

Avec des importations s'il y a des possibilités, il faut compter 24 heures pour reconstruire le réseau dans sa totalité.

Si l'on prend l'hypothèse ADEME avec 100 % de renouvelables, nous aurons plusieurs délestages ou black-out par an.

Mais le black-Start devient sportif.

Les éoliennes anciennes générations sont des génératrices asynchrones qui vont s'isoler du réseau automatiquement.

Le PV ondulera à une fréquence inconnue s'il n'y a plus de référence 50 Hz.

Les éoliennes de nouvelles générations sont des machines de 6 à 8 MW très différentes des anciennes. Il y a d'abord trois pales à pas variable pour prendre le maximum de vent, si bien sûr, vent il y a.

Avec tout cela, nous avons dans l'induit une tension à peu près constante, une fréquence qui dépend de la vitesse de rotation du rotor et un courant représentatif de la puissance du vent.

Inutile de dire que ce méli-mélo électrique ne peut pas être mis sur le réseau. D'où une interface d'électronique de puissance qui va redresser et passer en continu puis un onduleur qui va débiter en 50 Hz.

Si la puissance des éoliennes est forte au moment du black-out, le GRT va reconstruire des antennes à partir de chaque éolienne (dans le schéma de l'ADEME, il y a en a 50 000). Puis il faudra coupler ces antennes entre elles.

Si la puissance du vent est faible, on va utiliser les groupes hydro-électriques, les quelques CCG fonctionnant au méthane artificiel et on va attendre que le vent soit suffisant pour réalimenter tout le réseau. Mais comme le régime des vents est le même pour toute l'Europe, il y a fort à parier que si les relais de délestages ne fonctionnent pas dans les délais voulus, **c'est toute la partie continentale de l'UE qui sera en black-out.**

Ne comptons plus sur les importations, les Allemands seront déficitaires en énergie de 100 TWh par an, les Belges de 40 TWh, les Suisses auront quelques possibilités à partir de leur STEP, les Italiens sont chroniquement déficitaires et les Espagnols le seront aussi.

Donc un black-Start pourra prendre jusqu'à une semaine. Il devient donc vraiment nécessaire pour nous, salariés de ces entreprises de prendre conscience de l'importance de ce pôle PUBLIC de l'énergie.

Lorsque l'on sait la situation de nos sociétés quand une panne de courant dure une heure, on imagine le chaos de l'UE.